Compte rendu - Conférence du 13 avril 2011 Forum International pour la Paix « ISRAEL-PALESTINE : LA PAIX AUTREMENT »

Made in Peace : la coopération économique, élément clé du processus de paix israélopalestinien

Cette conférence a réuni le **Docteur Anis El Qaq**, ex-Secrétaire d'Etat à la coopération Internationale de l'Autorité Palestinienne et co-fondateur du Forum International pour la Paix; **Hasan Abdel Rahman**, Conseiller principal de la Fondation Globale pour la Démocratie et le Développement (FUNGLODE), ancien Ambassadeur de l'Autorité Palestinienne au Maroc et aux États-Unis; **Pierre Duquesne**, Ambassadeur chargé des questions économiques de reconstruction et de développement au ministère des Affaires étrangères; **Gilbert Benhayoun**, Professeur d'économie, directeur du CEFEM et Président du Groupe d'Aix; et enfin **Ofer Bronchtein**, Président du Forum International pour la Paix.

Pierre Duquesne a introduit le débat en présentant les relations entre la Palestine et les pays donateurs ainsi que les réformes entreprises par l'Autorité Palestinienne afin de s'adapter aux exigences de la communauté internationale. Il estime que la coopération économique est un élément essentiel du processus de paix mais qui ne peut que compléter et non remplacer les négociations politiques. « Il y a plus « d'Etat » en Palestine que dans de nombreux Etats ! », « La croissance de la Palestine est de 8% par an, malgré une politique budgétaire restrictive et la crise économique. Elle a même réussi à faire des réformes auxquelles se heurtent de nombreux pays en voie de développement, comme la réduction des subventions sur l'eau et l'électricité ».

Pour <u>Gilbert Benhayoun</u>, « l'économie peut certes être seconde mais non secondaire » dans la résolution de ce conflit. Il a proposé le point de vue des économistes du groupe d'Aix qui, partant du constat qu'Israël avait de facto institué une union douanière avec les territoires occupés en 1967, souhaite mettre en place une zone de libre-échange entre les deux territoires. Par ailleurs, il a rappelé les initiatives viables sur le plan politique et économique : d'une part, les paramètres d'Hillary Clinton sur le statut des réfugiés de la vallée du Jourdain et d'autre part, l'initiative de paix proposée par l'Arabie saoudite en 2002. « La solution de deux Etats est la seule réalisable, l'intégration économique doit être abandonnée au profit d'une véritable coopération ». « Il est temps de passer à une zone de libre échange avec des droits de douanes ».

Enfin, <u>Hasan Abdel Rahman</u> a offert une vision moins théorique mais plus pratique de la coopération économique entre les pays. Ainsi, il a souligné la dépendance de l'Autorité palestinienne vis-a-vis des décisions israéliennes et a insisté sur la nécessité d'un contrôle palestinien des frontières pour établir une économie stable et viable. « L'économie ne peut pas 'faire' la paix mais la paix ne peut se passer de la dimension économique pour être effective». « Les Palestiniens ne pourront être indépendants sans indépendance économique », « tant que les Palestiniens n'auront pas le contrôle de leurs frontières, leur développement économique sera limité ».

Pour finir, <u>Anis El Qaq</u> est revenu sur la situation ambiguë de la Palestine avec les pays donateurs : la condition pour bénéficier de ces aides demeure politique. Il a expliqué que les

Palestiniens n'apprécient pas cette dépendance et ces conditions de mérite. Il y a bien sûr une référence à l'élection du Hamas en 2007 à Gaza, considéré comme une organisation terroriste par la communauté internationale. « Les Palestiniens n'ont pas à prouver quoique ce soit pour mériter un Etat : ils ont une croissance annuelle de 8%, un système financier transparent et une bonne gestion des ressources. Ce dont ils ont besoin, c'est d'une vie politique claire et devenir indépendants ». Il a ajouté « Nous avons besoin d'une véritable coopération, notamment dans les domaines de l'agriculture et du tourisme ».

En conclusion, le Président du Forum International pour la Paix, <u>Ofer Bronchtein</u> a insisté sur les chiffres, notamment les sommes octroyées par les pays donateurs; mais aussi sur l'hypocrisie de certains Etats comme l'Arabie saoudite qui achète des avions américains alors que le budget de l'Autorité palestinienne qu'elle soutient n'est que de deux milliards de dollars. Il a clôturé la conférence en déclarant que les paramètres économiques et politiques de la résolution de ce conflit sont connus et qu'il ne manque en réalité plus qu'une volonté politique. « 89% des exportations de l'Autorité Palestinienne sont à destination d'Israël et que 81% des importations palestiniennes proviennent d'Israël », « il ne sert à rien d'appeler au boycott des produits israéliens mais il faut encourager massivement à consommer les produits palestiniens! ». Il ajoute « les paramètres d'une solution politique sont connus, ce qu'il manque c'est du courage et de la détermination politique, de la part des Israéliens mais aussi des Palestiniens et de la communauté internationale. »